



Publié le 9 décembre 2025

COMITÉ NATIONAL DU 9 DÉCEMBRE 2025 : GOUVERNANCE, PROJETS CRITIQUES, CONDITIONS DE TRAVAIL... UN CN DENSE AVANT LES FÊTES

Le dernier Comité national de l'année a été marqué par trois thématiques fortes : la reconnaissance des salariés, la maîtrise des grands projets, et les impacts organisationnels sur les conditions de travail. Quelques jours après la célébration des 80 ans du CEA, les attentes sont élevées et les sujets sensibles nombreux. Voici ce qu'il faut retenir.

1) Un modèle économique sous tension : alertes massives sur la DRT/LTI

Les représentants du personnel ont tiré la sonnette d'alarme concernant le fonctionnement de la DRT, en particulier au LTI :

- salariés affectés en moyenne à **3,9 projets**, parfois jusqu'à **9 projets** simultanément ;
- dépendance excessive aux financements externes ;
- **risques psychosociaux avérés**, surcharge, instabilité.

La Direction reconnaît des difficultés et annonce un suivi renforcé, après l'ajout de 10 postes au printemps.

 Un point dédié sera traité avec la Direction générale.

2) Sous-traitance nettoyage : des situations jugées "inadmissibles"

Plusieurs centres signalent des dysfonctionnements graves chez le prestataire en charge du nettoyage :

- problèmes de salaires et de mutuelles,
- ruptures de CDD avant les fêtes,
- dispositifs de pointage perçus comme intrusifs.

La Direction nationale qualifie la situation d'**intolérable** et confirme l'envoi de **mises en demeure** au prestataire.

3) Relations internationales & contexte budgétaire

Le CN a été informé :

- du **décalage du budget de l'État 2026**, toujours en discussion au Sénat ;
- du renouvellement des partenariats scientifiques majeurs lors de la **visite d'État en Chine**, notamment sur la fusion.

4) Budget, Programmes et Emploi 2026 : un vote unanime malgré de fortes tensions

Les analyses présentées (SECAFI, CEEIAL) font apparaître :

► Un déséquilibre budgétaire majeur

- **-257 M€** au global, dont **-91 M€ sur le civil** et **-130 M€ sur la défense**.
- Le RJH présente toujours **121 M€ manquants**, malgré un amendement sénatorial pour sécuriser les fonds.

► Des moyens humains insuffisants

- 266 ETPT manquants par rapport aux engagements du CPN pour la relance du nucléaire.
- Progression faible de la masse salariale, absorbée par les mouvements de personnel.

► Un patrimoine vieillissant

- âge moyen des bâtiments : **51 ans** ; déficit structurel dans les travaux de rénovation.

Malgré ces tensions, le **budget 2026 a été adopté à l'unanimité**.

5) Suppression du Secrétariat général : simplification de la gouvernance

Le Comité national a validé (9 pour, 11 abstentions) la suppression du Secrétariat général créé en 2024.

Les missions seront réparties entre directions fonctionnelles, sans impact annoncé sur les conditions de travail.

6) Projet CIRCE : maintien des inquiétudes et lancement d'une expertise externe

Les élus restent préoccupés par :

- le retrait du titulaire du marché de génie civil,
- la maîtrise technique du projet,
- l'absence d'informations sur les effectifs sous-traitants.

Résultat : **recours à une expertise externe** adopté à l'unanimité, afin d'évaluer trajectoire, coûts et impacts.

7) Projet Convergence (SI de gestion) : bascule reportée

La décision **No-Go** a été actée :

- versions éditeur livrées tardivement,
- anomalies critiques (notamment sur la paie),
- recettes fonctionnelles incomplètes.

Nouvelle date de bascule : **annoncée en janvier 2026**.

Les formations seront réajustées en conséquence.

Les élus soulignent l'absence de reconnaissance pour les **89 ambassadeurs** mobilisés.

8) Radiotoxicologie : unité stratégique en tension

Une petite unité de radiotoxicologie est fragilisée par plusieurs départs.

Trois scénarios sont à l'étude :

- fermeture,
- relance avec renforts,
- rapprochement avec une autre unité.

Deux postes seront pourvus rapidement pour sécuriser l'activité.

9) DARCI : clarification des missions en cours

Les représentants signalent des difficultés persistantes et des risques psychosociaux.

La Direction annonce un travail de fond pour **revoir le périmètre**, éviter les recouvrements et améliorer le fonctionnement.

10) Sous-traitance transport : vigilance sur un contrat taxi/park auto

Les élus demandent un bilan coûts/écologie afin de vérifier qu'il ne s'agit pas d'un simple **green washing coûteux**.

En savoir plus

Un point vous interpelle ? Une question sur un dossier ? Nous sommes là pour vous éclairer !

Contactez votre équipe CFE-CGC pour un échange personnalisé.

Courriel : cfecgc@cea.fr (mailto:cfecgc@cea.fr) - **Nous écrire** - Tel. : 06

72 18 65 04

Demandez le compte-rendu complet  **du Comité national du 9 décembre 2025**